

Riina Turtio, *State-Building and National Militaries in Postcolonial West Africa. Decolonizing the Means of Coercion (1958-1974)*, 2023, Rochester, James Currey, 360 p.

Pape Sarr

Mise en ligne : novembre 2023

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.cr18>

Longtemps négligées dans le champ de la recherche en histoire, les armées africaines font davantage l'objet de travaux ces dernières années. La réflexion menée par Riina Turtio dans son livre *State-Building and National Militaries in Postcolonial West Africa* s'inscrit dans cette dynamique¹. Cette contribution est d'autant plus bienvenue qu'elle propose une analyse comparative des trajectoires des États et de leurs institutions militaires dans neuf pays d'Afrique francophone : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso), le Niger, le Mali, la Guinée, la Mauritanie, le Dahomey (actuel Bénin) et le Togo. Deux questions traversent l'ouvrage : Qu'est-ce que la construction des armées nationales en Afrique de l'Ouest francophone dans les années 1960 et 1970 nous apprend de manière générale sur la construction de l'État et sur la décolonisation ? De quelle manière la construction des États et leurs armées a été influencée à la fois par l'assistance étrangère et l'héritage colonial ?

En ouvrant la réflexion sur la période des indépendances, l'autrice met en lumière la diversité des expériences de différents pays dans les domaines de la coopération, des modes de gestion et d'utilisation des forces armées et des relations entre les militaires et le pouvoir d'État. En considérant les autorités gouvernementales comme les principaux agents de la construction des systèmes politiques et militaires de leurs pays, l'autrice déploie une réflexion s'appuyant – et c'est l'une de ses forces – sur les décisions mises en œuvre par les détenteurs du pouvoir au lendemain des indépendances. Ces politiques sont analysées à la lumière des facteurs endogènes et surtout exogènes qui les ont influencées : la guerre froide et son corollaire, la compétition entre acteurs extérieurs soucieux de développer leur influence en Afrique (la France, l'URSS, les États-Unis, Israël, etc.), ainsi que la pérennité des structures coloniales. L'analyse croisée des expériences des neuf pays en matière de construction de l'État et des forces armées s'articule autour de quatre concepts : l'autonomie, la souveraineté, la légitimité et la gouvernance – entendue comme mode de gestion et de contrôle des forces armées.

Sur le thème de l'autonomie, l'autrice fait dialoguer deux questions : de quelle manière des puissances étrangères ont cherché à orienter la construction des forces armées de ces pays ? Quelles stratégies ont permis aux autorités locales d'améliorer leur autonomie et de gagner des marges de manœuvre face aux stratégies d'influence de ces États étrangers ? En adossant son raisonnement au contexte international marqué par la guerre froide et la décolonisation, Riina Turtio démontre que, pour des puissances en compétition cherchant à maintenir et/ou accroître leur présence en Afrique, l'assistance militaire aux États francophones d'Afrique de l'Ouest fut un des leviers d'influence. Néanmoins, en prenant en compte le point de vue des autorités locales, l'autrice insiste sur la

¹ L'ouvrage est disponible en accès libre sur la bibliothèque numérique de Boydell&Brewer :

<https://openaccess.boydellandbrewercms.com/publications/-253531/state-building-and-national-militaries-in-postcolonial-west-africa>



diversité des stratégies adoptées pour profiter de cette compétition afin de développer leurs propres capacités militaires. Riina Turtio montre clairement que les gouvernements ont utilisé l'assistance étrangère à leur profit en faisant de la diversification des partenaires une arme leur permettant d'améliorer les politiques d'aide qui leur étaient destinées. Ce point de vue introduit ainsi de la nuance face aux idées reçues sur l'indépendance et l'exercice de la souveraineté en situation postcoloniale. L'analyse est approfondie par une comparaison des trajectoires sénégalaise et ivoirienne, qui ont en commun une présence française encore marquée dans le domaine de la coopération militaire après l'indépendance. Là où le régime d'Houphouët-Boigny a, par manque de confiance envers les militaires ivoiriens, affaibli l'armée nationale pour s'appuyer sur les forces alternatives afin d'assurer sa sécurité, les autorités sénégalaises ont développé les capacités de leur armée. Cette comparaison permet de présenter la construction des armées comme le produit de choix politiques dans lesquels l'influence étrangère, quoique réelle, ne restait que partiellement structurante. Cette réflexion sur les rapports entre gouvernements locaux et acteurs étrangers est prolongée par une analyse sur l'exercice de la souveraineté.

Par ailleurs, Riina Turtio explore un autre point essentiel pour déterminer les facteurs ayant contribué au développement des capacités militaires de ces États : les efforts déployés par les autorités locales pour organiser et renforcer leur contrôle sur les populations et leur territoire. À travers le concept de « souveraineté », l'autrice s'interroge par exemple sur les logiques poussant les États à utiliser leurs ressources économiques et militaires pour contrôler certaines régions qui représentent peu de valeur du point de vue économique ou politique. À cet effet, la question de l'acquisition et de l'allocation des ressources, permet de donner des éléments de compréhension de la construction de l'État et du rôle de l'armée dans ce processus. L'autrice classe ces pays en fonction des modes d'allocation des ressources et des méthodes de contrôle de leurs territoires et populations respectifs. Ainsi, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont qualifiés d'« États cooptants » (*coopting states*), c'est-à-dire des systèmes politiques disposant de ressources suffisamment importantes pour permettre aux autorités de développer des stratégies de redistribution envers les populations afin de renforcer leur pouvoir. Le Mali et la Guinée, bénéficiaires de l'aide militaire la plus importante (soviétique) sont qualifiés d'« États coercitifs/répressifs » (*coercive states*) pour souligner l'utilisation par les autorités de la contrainte et de l'idéologie pour renforcer leur assise. Le Niger et la Haute-Volta sont qualifiés d'« États centralisés » (*centralized states*) : ils sont décrits comme des structures dont le contrôle se limite aux centres de décision (souvent les capitales) en raison de ressources économiques et militaires limitées. Cette typologie permet de pointer des aspects fondamentaux de différents modes d'exercice de la souveraineté, au risque de tomber parfois dans une caractérisation réductrice.

Par l'exemple de la Guinée, Riina Turtio souligne qu'en raison de l'échec des politiques économiques socialistes, les autorités ont fait reposer le contrôle de leurs territoires et des populations sur l'idéologie, mais surtout sur les capacités de répression de leur important appareil militaro-policié (au prix d'une dépendance accrue à l'aide soviétique). Sur un autre registre, elle précise que les autorités nigériennes et voltaïques, en raison de leurs ressources limitées, ont concentré leur contrôle sur une partie de leurs territoires, en négligeant une part importante des populations de leurs pays, érodant ainsi le soutien populaire dont ils pouvaient bénéficier et devenant ainsi plus vulnérables aux coups d'État. De plus, l'autrice explique l'échec des régimes militaires de ces pays à améliorer les capacités de l'armée par la cooptation des officiers les plus compétents dans l'administration civile, privant les forces armées de leurs meilleurs éléments. En plus de l'importance des ressources économiques et militaires, l'autrice souligne d'autres facteurs influençant les décisions des autorités locales, comme la perception de menaces internes et externes, ou encore l'héritage colonial marquant les structures étatiques. La perception des menaces est considérée comme un facteur déterminant dans l'organisation des forces de défense et de sécurité dans les exemples guinéen, après l'attaque portugaise de novembre 1970, et ivoirien, où l'inquiétude du régime sur une potentielle prise du pouvoir par l'armée a joué un rôle dans la limitation des capacités de cette dernière et le développement de la gendarmerie. L'autrice montre aussi que l'exercice de la souveraineté est affecté par l'importance des ressources militaires. Réciproquement, les trajectoires des forces armées sont modelées par les choix des autorités en termes de contrôle des populations et des territoires.

L'autrice s'interroge également sur les stratégies mises en œuvre pour asseoir la légitimité d'institutions héritées de la colonisation, particulièrement des forces armées nationales dont les ressources humaines étaient essentiellement produites par l'État colonial français au moment des indépendances. Riina Turtio montre qu'en dépit de cet héritage colonial commun, les pays ont adopté différentes approches pour réorganiser leurs forces armées nationales et leur insuffler une légitimité. De manière claire et efficace, elle ancre la problématique du transfert de l'appareil militaire colonial aux nouveaux États indépendants dans l'histoire de la mobilisation des Africains dans les rangs des forces coloniales françaises du début du xx^{ème} siècle jusqu'aux indépendances à partir

de la fin des années 1950. Elle analyse ensuite le défi politique et économique que constituait la création de forces armées nationales à partir d'un héritage colonial sur des questions comme le recrutement, la formation, l'équipement. Cela lui permet d'aborder la question de la nécessité d'une assistance extérieure et ses conséquences notamment en termes de légitimité : celle-ci, selon l'auteurice, fut plus difficile à acquérir dans des pays restés proches de la France. La comparaison des cas guinéen, ivoirien et voltaïque met à jour des expériences différentes et complexes. L'ouvrage revient ainsi sur les rapports ambivalents entretenus par le régime de Sékou Touré avec les militaires guinéens issus des rangs de l'armée française en raison des tensions entre Paris et Conakry. La légitimation des forces armées guinéennes passait, selon l'auteurice, par la construction d'un discours politique distinguant les militaires des forces coloniales et ceux de l'armée nationale. L'étude du cas guinéen est enrichie par son rapprochement avec les expériences malienne et togolaise mais surtout ivoirienne. En Côte d'Ivoire par exemple, l'auteurice souligne que le manque de confiance du régime d'Houphouët Boigny envers l'armée nationale ivoirienne, notamment après le coup d'État au Togo en 1963, a conduit à trois logiques : la délégation de la sécurité du régime et du pays à des forces alternatives (principalement l'armée française), un relatif affaiblissement de l'armée nationale – engendrant le mécontentement d'une partie des militaires – et la constitution de milices pour contrer une éventuelle action militaire contre le régime. Le contraste entre le cas ivoirien et celui de la Haute-Volta, héritière, avec la Guinée, des plus importants effectifs de militaires issus des forces coloniales, est aussi souligné. Riina Turtio montre que l'intégration des militaires voltaïques dans les forces armées nationales a été plus difficile pour les autorités d'un État fragile, soucieuses de manifester leur indépendance, notamment sous la pression des vétérans de l'armée coloniale représentant une force d'influence politique considérable.

La question de l'influence des militaires dans les nouveaux États permet ensuite d'aborder celle de leur contrôle, comme le propose le dernier chapitre de l'ouvrage, dans lequel l'auteurice s'interroge sur les pratiques et outils mis en œuvre par les autorités pour contrôler leurs forces armées nationales. Si des raisons structurelles comme la patrimonialisation de l'État et l'extraversion des élites sont abordées, l'auteurice se penche surtout sur le rôle des autorités étatiques. Elle analyse les modes de gestion et de mobilisation des forces armées en s'intéressant aux cas guinéen, malien, ivoirien, sénégalais, voltaïque et nigérien. Riina Turtio dégage des aspects caractéristiques de chaque type de gestion des forces armées pour mieux les comparer : la répression et la politisation des forces armées en Guinée et au Mali ; l'affaiblissement de l'armée nationale couplé au recours à d'autres forces (milices et forces étrangères) et à la cooptation des militaires en Côte d'Ivoire ; la professionnalisation de l'armée et la routinisation de pratiques bureaucratiques au Sénégal après des années de contrôle politique de l'armée, la logique du tri sur la base de l'ethnicité et de l'idéologie, la satisfaction de conditions matérielles, etc. Ces différents facteurs permettent à l'auteurice d'expliquer les « expériences réussies » comme les moins concluantes en matière de contrôle de l'institution militaire par les autorités de l'État, même si le lecteur n'arrive pas à saisir concrètement les critères permettant de juger de la réussite ou de l'échec de la transmission et la gestion des forces armées.

Dans ce livre, Riina Turtio propose un travail à la fois fouillé, enrichissant et agréable à lire. Elle analyse de manière dépassionnée des questions potentiellement polémiques comme la coopération militaire ou l'exercice de la souveraineté des États d'Afrique francophone. L'analyse croisée des trajectoires des neuf États et de leurs forces armées est un objectif ambitieux, et la diversité des expériences abordées permet une intéressante mise en perspective des différentes études de cas, ce qui rend l'analyse d'autant plus féconde. Toutefois, elle reste dominée par certains pays : l'analyse des cas mauritanien, dahoméen et togolais est ainsi beaucoup moins poussée que celle des trajectoires des autres pays étudiés. En outre, l'analyse comparée des politiques d'État dans le domaine de la construction des armées nationales se fait via une approche statistique et « par le haut », qui gagnerait à être enrichie par une meilleure prise en compte des expériences et trajectoires des militaires incarnant eux-mêmes ces armées. Certes, les analyses proposées se distinguent par la richesse des sources qui les nourrissent (collectées en France, aux États-Unis, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Niger et au Burkina Faso), surtout pour un sujet sur lequel les archives et les sources orales peuvent parfois être difficiles d'accès. Cependant, les archives d'États sont dominées par des discours d'institution parfois orientés et pouvant écraser certains aspects importants de la trajectoire des appareils militaires, qu'une approche plus ancrée dans l'histoire sociale de chaque pays aurait permis de nuancer encore plus. Néanmoins, ce livre constitue une synthèse bienvenue pouvant utilement servir de socle à une réflexion plus poussée sur les différentes trajectoires des armées africaines depuis la période des décolonisations.

Pape Sarr
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)

Bibliographie

- BANGOURA Dominique (1992), *Les armées africaines (1960-1990)*. Paris: La documentation française.
- DIOP Momar Coumba, PAYE Moussa (1998), « The Army and political Power in Senegal », in Eboe Hutchful et Abdoulaye Bathily (dir.), *The Military and Militarism in Africa*, Dakar, CODESRIA, p. 315-354.
- ECHENBERG Myron (1991), *Colonial conscripts. The Tirailleurs Sénégalais in French West Africa 1857-1960*, Portsmouth, Heinemann, London, James Currey.
- GINIO Ruth (2017), *The French Army and Its African Soldiers : The Years of Decolonization*, Lincoln-London, Nebraska University Press.
- KIMBA Idrissa (dir.) (2008), *Armée et politique au Niger*, CODESRIA, Dakar.
- O'BRIEN Donal Cruise, DIOP Momar Coumba et DIOUF Mamadou (2002), *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala.